

province n'est pas obligée d'imposer de taxe de vente. Il n'y a aucun doute qu'à cause de la politique pétrolière nationale, l'essence coûte plus cher dans tout le pays. On a estimé qu'il en coûte 5c. plus pour chaque gallon du fait de cette politique nationale du pétrole qui profite à une seule province.

C'est une politique insensée qui consiste à opposer une province à l'autre au sujet du développement des ressources. Une industrie se rend dans une province et dit: Ou bien vous nous accordez des concessions spéciales ou nous nous installons ailleurs. Les provinces se battent pour avoir l'honneur de se voir dépouiller de leurs richesses. Combien de temps cela va-t-il continuer? Je sais que l'on peut dire que la faute en est largement aux provinces elles-mêmes mais, à mon avis, c'est surtout de la faute d'un gouvernement fédéral qui ne s'est jamais affirmé et qui a laissé aller les choses faute de politique.

Dans ce pays, on nous dit sans cesse combien Québec est intransigeant, comme c'est difficile de s'accorder avec cette province et qu'elle met la Confédération en danger. J'aimerais dire que d'autres provinces ont été aussi coupables sinon plus, d'aggraver les tensions dans la Confédération. Le gouvernement a laissé persister la situation en refusant de prendre position. Tôt ou tard, il nous sera nécessaire de faire face à certains de ces gauleiters provinciaux. Ni le pays ni les provinces ne leur appartiennent. En cas de confrontation, et surtout dans les provinces anglophones, entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le peuple canadien opérerait, je crois, pour le gouvernement fédéral et pour le pays plutôt que pour l'esprit partisan étroit d'une province quelconque.

Le gouvernement fédéral n'est pas parvenu à formuler une politique concernant la propriété étrangère. Comme résultat, une économie d'usines filiales fait pratiquement ce qu'elle veut au Canada. L'exploitation des sociétés au Canada a été intégrée à celle des sociétés mères des États-Unis et d'ailleurs. C'est peut-être logique pour ces sociétés mais pas pour le Canada, pour qui cela signifie la perte de contrôle.

On est tenté de voir dans chaque situation nouvelle une nouvelle crise et dans chaque mesure législative, une ligne de démarcation. Mais les négociations prochaines sur une politique continentale de l'énergie représentent véritablement une telle ligne de démarcation. Nous ne pouvons retarder plus longtemps la

[M. Saltsman.]

mise au point d'une politique générale d'utilisation des ressources naturelles du Canada. Certains qui travaillent dans le domaine des communications ont dit que nous avons peut-être dix ans pour résoudre nos problèmes, sinon disparaître comme nation. Nous pourrions disparaître encore plus vite en suivant une politique concernant les ressources naturelles ne tenant aucun compte de notre avenir.

Le ministre est assis bien tranquillement à sa place aujourd'hui, alors qu'il a l'habitude de lancer des accusations extravagantes à qui-conque ne reconnaît pas sa sagesse et son omnipotence ou ose suggérer qu'il pourrait y avoir d'autres moyens de s'y prendre.

M. McCleave: Saviez-vous cela, Joe?

L'hon. M. Greene: Ils doivent me prendre pour un chef socialiste.

M. Saltsman: Voilà le mot magique. Le ministre pense qu'il suffit, pour régler un débat, de crier le mot «socialiste» comme un gamin qui lance des gros mots et prend ses jambes à son cou...

L'hon. M. Greene: Les perdants ne peuvent jamais me mettre en colère. Je me préoccupe des gagnants.

M. Saltsman: Il nous traite de perdants.

Des voix: Bravo!

M. Saltsman: Les vrais perdants, ce sont les Canadiens.

L'hon. M. Greene: Ils le seraient, si jamais ils devaient s'en remettre à vous.

M. Saltsman: La seule chose qui a sauvé les Canadiens, c'est peut-être que nous avons réussi à calmer les esprits avant que le ministre et les siens ne s'égarèrent complètement.

M. Osler: Le député me permet-il une question?

M. Saltsman: Je ne sais pas. Ma foi, oui.

M. Osler: Le député conseillerait-il au premier ministre du Manitoba de mettre un terme à l'extraction du nickel et aux autres activités du genre, de manière à ce que nous gardions tout ce minerai?

M. Saltsman: Je ne puis que répondre que je ne vois pas très bien où le député veut en venir. Je ferai quelques remarques dont le